

LA DÉCENNIE ZÉRO



ATJ
JUSTICE CLIMATIQUE
ET ENERGIE

OCTOBRE | 2016

S'attaquer au changement climatique demande
RAPIDITÉ ET AUDACE



**Les Amis
de la Terre
International**

Mobiliser résister transformer

LA DÉCENNIE ZÉRO

les amis de la terre international
OCTOBRE | 2016

LES AMIS DE LA TERRE INTERNATIONAL EST LE PLUS GRAND RÉSEAU ÉCOLOGISTE AU MONDE : IL COMPTE 75 ORGANISATIONS MEMBRES ET PLUS DE DEUX MILLIONS D'ADHÉRENTS ET DE SYMPATHISANTS.

NOTRE VISION EST CELLE D'UN MONDE EN PAIX, DURABLE. UN MONDE FONDÉ SUR DES SOCIÉTÉS VIVANT EN HARMONIE AVEC LA NATURE. NOUS IMAGINONS UNE SOCIÉTÉ FAITE D'HOMMES ET DE FEMMES VIVANT DANS LA SOLIDARITÉ, LA DIGNITÉ, L'UNITÉ, L'ÉPANOUISSEMENT. UNE SOCIÉTÉ AU SEIN DE LAQUELLE L'ÉGALITÉ ET LES DROITS HUMAINS ET DES PEUPLES SONT UNE RÉALITÉ. CETTE SOCIÉTÉ SERA FONDÉE SUR LA SOUVERAINETÉ ET LA PARTICIPATION DES PEUPLES. ELLE SERA ANCRÉE DANS LA JUSTICE SOCIALE, ÉCONOMIQUE, ENVIRONNEMENTALE, AVEC UNE VRAIE ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES. ELLE SERA LIBRE DE TOUTE FORME DE DISCRIMINATION ET D'EXPLOITATION, COMME LE NÉOLIBÉRALISME, LA MONDIALISATION AU PROFIT DES ENTREPRISES, LE NÉOCOLONIALISME ET LE MILITARISME. NOUS SOMMES CONVAINCUS QU'UN MEILLEUR AVENIR EST PROMIS À NOS ENFANTS GRÂCE À NOS ACTIONS.

Auteure principale : Sara Shaw. **Éditrice :** Ronnie Hall. **Contributeurs :** Marian Bassey, Dipti Bhatnagar, Lucy Cadena, Kirtana Chandrasekaran, Natacha Cingotti, Sam Cossar-Gilbert, Asad Rehman, Isaac Rojas. **Révisé par :** David Hallows, Ricardo Navarro, Bobby Peek, Meena Raman, Asad Rehman. **Conception graphique :** www.onehemisphere.se **Photos de couverture :** Friends of the Earth International se joint à d'autres mouvements et organisations de la société civile au Speakers Corner (Occupy Durban), devant les locaux du Sommet des Nations Unies sur le climat, en décembre 2011. © Luka Tomac.

www.foei.org/fr

mobiliser résister transformer

Les Amis de la Terre International
Secrétariat
P.O.Box 19199, 1000 GD Amsterdam
les Pays-Bas

Téléphone : +31 (0)20 6221369 Fax : +31 20 639 2181
sara.shaw@foe.co.uk twitter.com/FoEint
facebook.com/foeint



SOMMAIRE

RÉSUMÉ	4
1. LA SCIENCE DU CLIMAT, LE BUDGET CARBONE MONDIAL ET LE PARTAGE ÉQUITABLE	5
2. LA JUSTICE POUR LES POPULATIONS IMPACTÉES	7
3. LES RÉPONSES AU PROBLÈME	9
LA LUTTE CONTRE L'ÉNERGIE POLLUANTE	9
LA LUTTE CONTRE LE POUVOIR DES TRANSNATIONALES	10
LES FAUSSES SOLUTIONS	11
LE « ZÉRO NET »	13
4. LES SOLUTIONS	14
UNE VISION D'UN BON SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE	14
L'AGRO-ÉCOLOGIE	15
LA GESTION COMMUNAUTAIRE DES FORÊTS	15
LA JUSTICE ÉCONOMIQUE	16
FINANCER LA TRANSFORMATION	16
5. CONCLUSION : NOUS DEVONS CHANGER LE SYSTÈME	17



Dessus : Bittal Tarak, petit producteur de jatropha du village de Sunderkera, dans le district de Raipur en Inde.

© Alok Shukla

À gauche : Le gaz brûle à la sortie d'un puits avant la pose d'une valve pour la production, Texas, USA.

© S. Drawe / Dreamstime

RÉSUMÉ

L'humanité est entrée dans la « Décennie Zéro ». Il s'agit des dernières années où nous pouvons encore remédier à un changement climatique dangereux si nous prenons sans attendre les mesures drastiques qui s'imposent. La science du climat est sans équivoque et réellement terrifiante. Les effets du changement climatique sont déjà dévastateurs sur les vies et les moyens de subsistance, alors que les températures moyennes du globe ne se sont élevées qu'au-dessus d'un degré Celsius. Pour le bien de la planète et de ses habitants, les émissions de gaz à effet de serre doivent baisser fortement à des échéances extrêmement courtes sans que nous perdions de vue l'exigence d'équité et de justice. Il est tentant de renoncer ou d'ignorer ces valeurs quand l'urgence est telle qu'on ne peut s'y dérober. Nous devons pourtant résister. Des millions de gens vivent sans un accès suffisant à l'énergie, tandis que d'autres se sont enrichis en utilisant bien plus que leur juste part de l'énergie et du budget carbone mondial. Ceux qui ont le plus contribué au problème doivent agir en premier et réduire, au plus vite et de la manière la plus radicale, leurs émissions.

Dans le présent document, les Amis de la Terre International donnent un aperçu de la science actuelle du climat et du besoin d'équité et de justice dans notre action. Nous montrons de quelle façon les gens

sont affectés par le changement climatique, l'énergie polluante et les dénommées fausses solutions qui prétendent lutter contre la crise climatique. Nous identifions les principaux problèmes liés au système de l'énergie polluante, au pouvoir des transnationales et des fausses solutions telles que les marchés du carbone, la Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD), l'agriculture industrielle et l'apparition de nouveaux spectres comme les « émissions négatives » dont les effets seront encore plus désastreux.

Nous croyons pourtant qu'il reste de l'espoir. Pour cette raison, nous devons continuer la création d'un mouvement de femmes et d'hommes pour combattre l'énergie polluante, le changement climatique et les fausses solutions. En nous rassemblant et nous mobilisant, nous pourrions venir à bout du pouvoir des transnationales et commencer à réellement changer le système économique qui le sous-tend.

Nous pouvons relever le défi climatique : à condition que nous prenions au plus vite des mesures concrètes pour nous attaquer aux causes du changement climatique, notamment en transformant les méthodes actuelles de production et de consommation injustes et non durables, ainsi que les structures de prises de décision non démocratiques.

Des solutions équitables et réalisables existent déjà. Elles comprennent :

- l'accès universel à une énergie propre gérée par les communautés et contrôlée démocratiquement.
- un système alimentaire juste et respectueux du climat, qui intègre les principes de l'agro-écologie.
- la gestion communautaire de nos systèmes naturels, de nos forêts et la fin de la déforestation.
- des sociétés durables où chacun a accès aux ressources dont il a besoin pour vivre dans la dignité, et où la richesse et les ressources ne sont pas concentrées entre les mains de quelques-uns.
- La fin du néolibéralisme en remplaçant le système de surconsommation non durable des transnationales et des élites mondiales par un système économique qui soit équitable et responsable devant les gens et non pas devant les entreprises.



Démonstration de cuisine solaire en Inde.
© Kailash Mittal



Déforestation, une des causes principales du changement climatique en Amazonie péruvienne.
© Tano Pasino,
pandetano@yahoo.com

LA SCIENCE DU CLIMAT, LE BUDGET CARBONE MONDIAL ET LE PARTAGE ÉQUITABLE

01



Membres de l'Association des agricultrices du Ghana (RUWFAG) en train de préparer un champ avant semis, près de Lawra, au Ghana. © Global Justice Now / flickr

Le *Rapport de synthèse* sur les changements climatiques 2014 (RE5) du GIECC évalue l'état actuel des connaissances scientifiques sur le changement climatique de façon précise et complète. Depuis lors, de nombreuses études vont dans le sens de ce rapport, et renforcent la nécessité de prendre des mesures immédiates, efficaces et de grande ampleur si nous voulons avoir une chance d'arrêter un réchauffement irréversible de la planète.

Selon l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique, les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) ne descendront pas en dessous du seuil symbolique de 400 parties par million (ppm) de notre vivant ; nous sommes donc confrontés à la concentration la plus élevée de CO₂ depuis l'époque du Pliocène, il y a trois millions d'années.¹ James Hansen, ancien chercheur à la NASA, estime qu'en 2016, la hausse de la température moyenne à la surface du globe sera vraisemblablement de 1,25°C au dessus des niveaux préindustriels.² Les températures de la planète dépassent déjà de plus de 1°C celles des niveaux préindustriels,³ et des millions de personnes et de nombreux écosystèmes en subissent déjà les effets dévastateurs.⁴

Par ailleurs, une hausse moyenne supérieure à 1,5°C des températures mondiales reste dangereuse, car nous risquons de franchir des points de basculement irréversibles dont les impacts seront insoutenables pour des milliards de personnes. C'est en particulier le cas dans des régions comme l'Afrique, par exemple, car une augmentation globale moyenne de 2°C devrait se traduire par une hausse locale pouvant aller jusqu'à 4°C en Afrique du Sud, dont les conséquences seraient dévastatrices.⁵

Nous devons prendre immédiatement des mesures si nous voulons protéger notre planète et l'environnement, et garantir à tous les citoyens le droit de vivre dans la sécurité et la dignité. Les cinq à dix prochaines années seront cruciales pour prévenir les effets les plus dangereux du changement climatique.⁶ Des scientifiques ont inventé cette expression « Décennie Zéro » pour avertir que les décisions prises au cours de cette décennie détermineront l'avenir de la planète et de l'humanité.

Les Amis de la Terre International continuent de demander aux gouvernements qu'ils fassent en sorte que les températures mondiales moyennes maintiennent bien le réchauffement climatique en dessous de 1,5°C ; dans le cas contraire, une augmentation plus importante sera catastrophique. En même temps, nous estimons qu'aucune hausse des températures n'est sûre

- 1 <http://www.noaa.gov/stories/carbon-dioxide-levels-race-past-troubling-milestone>
- 2 <https://www.theguardian.com/environment/2016/oct/03/global-temperature-climate-change-highest-115000-years>
- 3 <http://www.climatecodex.org/2015/08/as-2015-smashes-temperature-records-its.html>
Le rapport annuel sur l'état du climat 2015 est déjà disponible.
<http://www.metoffice.gov.uk/research/news/2016/state-of-the-climate-2015>
- 4 Pour de plus amples informations, voir : Blunden, J. and D. S. Arndt, Eds., 2016: State of the Climate in 2015. Bull. Amer. Meteor. Soc., 97 (8), S1-S275, DOI:10.1175/2016BAMSStateoftheClimate.1, http://ametsoc.net/sotc/Chapter_00.pdf
- 5 DEA (2015). South Africa's Intended Nationally Determined Contribution, Discussion document, Department of Environmental Affairs, 1 August 2015, https://www.environment.gov.za/sites/default/files/docs/sanational_determinedcontribution.pdf
- 6 Un rapport sur le carbone suggère qu'il nous reste 5 ans pour avoir de grandes chances de rester à une hausse de 1,5°C et 10 ans pour une chance raisonnable d'y parvenir.

LA SCIENCE DU CLIMAT, LE BUDGET CARBONE MONDIAL ET LE PARTAGE ÉQUITABLE SUITE

ou justifiable quand des vies sont déjà affectées, et même perdues, à cause du changement climatique. Nous reconnaissons aussi que l'objectif de maintenir la température en dessous du seuil demandé est rempli de nombreuses incertitudes : nous pouvons répondre à un objectif précis, mais le système climatique reste complexe et peut ne pas se comporter comme prévu. Les gouvernements doivent réduire sans attendre, et de manière radicale, les émissions.

Même si les hausses de la température sont limitées aux niveaux les plus sûrs possibles, les coûts d'adaptation et de survie ainsi que les coûts associés aux pertes et dommages resteront encore considérables. Ces coûts doivent être conformes au principe de la dette climatique : les pays riches industrialisés, qui sont responsables de ces dettes climatiques, doivent notamment fournir une aide financière aux pays en développement pour réparer les dommages déjà occasionnés, les aider à s'adapter aux défis à venir et à assurer une vie digne pour leur peuple.

Toutefois, même si les gouvernements reconnaissent désormais que le changement climatique est un danger réel et actuel, les propositions pour des mesures efficaces et collectives restent vagues. Les engagements prévus dans l'Accord de Paris en 2015 (si réellement appliqué) mèneront à un réchauffement climatique d'au moins 3,4°C.⁷ En outre l'inclusion de l'expression « zéro net » va légitimer d'autres décennies pour extraire davantage de combustibles fossiles et accaparer encore plus les ressources des communautés dans les pays du Sud.

Si nous voulons essayer de maintenir une augmentation globale en dessous de 1,5°C ou même de 2°C - ce qui est absolument crucial pour l'humanité -, nous ne pouvons maintenant qu'émettre une quantité limitée de gaz à effet de serre, appelée le « budget carbone globale » restant. La dernière actualisation des estimations du GIEC indique qu'avec un budget des émissions mondiales dérisoire pour 2016, nous n'avons que 66% de chance de rester sous le seuil de 1,5°C. Pour avoir 50% de chance de ne pas dépasser ce seuil, le budget carbone s'élève dès 2016 à 354 Gt de CO₂. Pour avoir 50% de chance de rester en dessous de 2°C, le budget carbone restant est de 1,104 Gt à partir de 2015.⁸

Des études scientifiques révèlent qu'il ne reste effectivement presque aucun budget à partager, d'où l'urgence absolue de réduire de manière drastique les émissions.

Pour rester au moins dans les limites de ce budget carbone tout en partageant les efforts de façon équitable et juste, un engagement est au cœur de ce que les Amis de la Terre International demandent dans le débat international sur le changement climatique.

Le budget carbone restant devra être divisé entre chaque pays selon son « partage équitable ». Le partage équitable est calculé en fonction des principes de :

- **Responsabilité.** Les pays, qui ont historiquement exercé les plus fortes pressions sur le système climatique, doivent prendre les engagements les plus importants et contraignants pour lutter contre leur pollution historique et actuelle en réduisant leurs émissions et en s'acquittant de leur dette climatique.
- **Capacité.** Les pays disposant d'une plus grande capacité financière, technologique et institutionnelle doivent assumer

un niveau d'engagement plus contraignant pour s'assurer que la crise climatique soit efficacement combattue.

- **Droit à des sociétés durables.** Les besoins et les intérêts des plus pauvres et des plus vulnérables, et ceux des générations futures, doivent être pris en compte.

Les pays développés les plus riches du monde sont les principaux responsables du changement climatique. Seule 10% de la population mondiale est responsable de 50% des émissions mondiales de dioxyde de carbone, tandis que les 50% les plus pauvres n'émettent que 10% des émissions mondiales.⁹ Les 10% les plus riches ont accaparé bien plus que leur part équitable de l'espace atmosphérique, ce qui signifie qu'ils doivent impérativement procéder à une forte réduction de leurs émissions et transformer complètement leur économie et leur société. Ils ont l'obligation juridique, morale et politique de le faire en premier. En outre, les pays développés ont une responsabilité déjà reconnue de fournir aux pays en développement les ressources financières et technologiques, et de les aider à renforcer leurs capacités de sorte qu'ils puissent, eux aussi, passer de l'énergie polluante et dangereuse aux vraies solutions proposées par les populations.

Du fait de leur responsabilité historique dans le changement climatique, il leur faut aussi contribuer au financement de l'adaptation et des pertes et dommages. Ces contributions doivent être faites sans recourir aux marchés du carbone et sans compenser les réductions des émissions, lesquels en plus d'être une perte de temps, sont des solutions fausses et dangereuses. Par ailleurs, les pays développés ne doivent pas imposer des brevets ou des droits de propriété intellectuelle aux pays en développement, qui les empêchent d'accéder aux technologies nécessaires.

Il revient, néanmoins, aux gouvernements des pays du Sud de donner une vie digne à leur peuple. Ils ne peuvent pas se permettre d'attendre que les pays du Nord se soient acquittés de leur dette climatique pour commencer à agir. L'inaction condamne des millions de personnes à la mort, en commençant par les plus pauvres. La pollution causée par l'extraction des combustibles fossiles et l'énergie polluante nuit déjà à des millions de personnes, les rendant plus vulnérables au changement climatique. De plus, la capacité d'adaptation des gens est compromise par la destruction de l'environnement local et la pollution des bassins versants. Les pays du Sud ne doivent pas emprunter la voie d'un développement basé sur l'énergie polluante s'ils veulent protéger, maintenant et au cours des années à venir, leur peuple.

7 <https://www.climateinteractive.org/project-news/press-release-offers-for-paris-climate-talks-would-reduce-warming-by-1c/> et <https://www.climateinteractive.org/wp-content/uploads/2013/12/INDC-Scoreboard-28Sept-2015.pdf>

8 This is based on calculations by Carbon Brief from May 2016: « Le Rapport de synthèse du GIEC présentait le budget carbone total depuis le début de la révolution industrielle et permettait de connaître la quantité qu'il en restait à partir de 2011. Using data from the Global Carbon Project, Carbon Brief has brought these budgets up to date... As of the beginning of 2011, the carbon budget for a 66% chance of staying below 1.5C was 400bn tonnes. Emissions between 2011 and 2015 mean this has almost halved to 205bn tonnes. The result is that, as of the beginning of 2016, five years and two months of current CO₂ emissions would use up the 1.5C budget.' From Carbon Brief, 'Analysis: Only five years left before 1.5C carbon budget is blown', May 19 2016, <http://www.carbonbrief.org/analysis-only-five-years-left-before-one-point-five-c-budget-is-blown> (accessed 20 June 2016). Note that the IPCC's earlier carbon budget from 2011 is higher; for a 50% chance of staying below 1.5°C, the global emissions budget is about 600 billion tonnes of carbon dioxide (Gt CO₂) from 2011 onwards. The same budget gives a two-in-three (66%) chance of coming in under 2°C. Figures from: International Panel on Climate Change, Fifth Assessment Report, Working Group 3, (IPCC AR5, WG3), Summary for policy makers, Table SPM1, p.13.

9 <https://www.theguardian.com/environment/2015/dec/02/worlds-richest-10-produce-half-of-global-carbon-emissions-says-oxfam>; <https://www.oxfam.org/en/research/extreme-carbon-inequality>

LA JUSTICE POUR LES POPULATIONS IMPACTÉES

02



Inondation à Kolkata,
en Inde.
© Partha Pal

LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Nous sommes confrontés à une urgence planétaire. Le changement climatique est déjà là. Inondations, tempêtes, sécheresse, déclin de l'agriculture et hausse du niveau de la mer font d'énormes ravages dans les communautés et les écosystèmes à l'échelle mondiale. Dans le monde entier, des populations paient de leur vie ou bien perdent leurs moyens de subsistance à cause de l'inaction persistante de nos gouvernements. Le changement climatique frappe les plus pauvres et les plus vulnérables (en particulier les femmes et les enfants), bien qu'ils n'aient pas déclenché cette crise en premier lieu.

Le risque d'un changement climatique irréversible se rapproche de plus en plus, avec des impacts qui pourraient dépasser de loin ce à quoi nous assistons aujourd'hui. Dépasser les « points de basculement » climatiques (les points de non-retour où certains changements climatiques eux-mêmes entraînent un autre changement climatique, par exemple quand le réchauffement des océans provoquent l'accélération de la fonte des glaces par absorption croissante de la chaleur¹⁰) se traduira par une aggravation de la faim, de la sécheresse, des inondations et des phénomènes météorologiques extrêmes ainsi que des extinctions de masse et une migration forcée pour des millions de personnes.

Dans certains endroits, l'adaptation au changement climatique est maintenant impossible, notamment pour les îles Kiribati¹¹ et Tuvalu¹² qui sont en train d'être submergées par la montée du niveau des mers. Et il est nécessaire d'indemniser leurs habitants pour les pertes et dommages irréparables qu'ils subissent.

L'Organisation internationale pour les Migrations estime que le nombre de personnes, qui seront déplacées en raison du changement climatique à l'échelle mondiale, pourrait s'élever à 250 millions en 2050.¹³ La plupart de ces personnes migreront à l'intérieur de leur pays ou vers les pays voisins pauvres, mais d'autres chercheront à se réfugier ailleurs. Déjà, des pays riches ferment leurs frontières aux personnes dans le besoin. Il est primordial que les pays industrialisés reconnaissent leur responsabilité dans la prochaine migration de masse, en prenant sans attendre des mesures pour atténuer le changement climatique et s'assurer que les personnes touchées par ses effets reçoivent protection et aide pour s'adapter, aujourd'hui et demain.

¹⁰ <http://climate.ncsu.edu/edu/k12/.albedo>

¹¹ <http://www.climatechangenews.com/2016/02/18/kiribati-president-climate-induced-migration-is-5-years-away/>

¹² <https://germanwatch.org/download/klak/fb-tuv-e.pdf>

¹³ International Organisation for Migration (2009)

LA JUSTICE POUR LES POPULATIONS IMPACTÉES SUITE

LES IMPACTS DE L'ÉNERGIE POLLUANTE

Les impacts du changement climatique ne sont pas les seuls à détruire des vies et les moyens de subsistance des populations ; le système de l'énergie polluante sous-jacent au changement climatique provoque lui-même un préjudice considérable aux personnes et à leur environnement local. De la pollution de l'air et des eaux, qui a de graves effets sur la santé, à l'accaparement massif des terres pour construire les nouvelles mines, centrales et infrastructures de l'énergie polluante, les conséquences qui en résultent sont graves et négatives pour les populations du monde entier. Pourtant, lorsque les communautés locales et les défenseurs de l'environnement dénoncent les infrastructures de l'énergie polluante, ils subissent souvent la répression et la violence.¹⁴

LES EFFETS DES FAUSSES SOLUTIONS

Les fausses solutions, qui prétendent s'attaquer à la crise climatique comme le captage et stockage du carbone (CSC), la « Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts » (REDD), les organismes génétiquement modifiés, le commerce et la compensation du carbone, peuvent avoir des effets dévastateurs sur les communautés locales. En plus d'échouer à résoudre la crise climatique et à retarder la mise en œuvre de vraies solutions,¹⁵ l'application de ces fausses solutions conduit souvent à la violation des droits humains et environnementaux. Par exemple, l'accaparement des terres associé aux projets de compensation liés au REDD, aux plantations et aux agrocarburants est représentatif de telles violations dans de nombreux pays.¹⁶ Les impacts affectent en particulier les Peuples Autochtones, et souvent de façon disproportionnée les femmes.

Les Amis de la Terre International cherchent à prévenir les impacts du changement climatique, de l'énergie polluante et des fausses solutions, et à s'assurer que les populations obtiennent réparation là où les impacts sont déjà perceptibles.



Dessus : Les habitants des îles Carteret dans le Pacifique Sud devront bientôt être évacués en raison de l'élévation du niveau de la mer.

© Pip Starr

À gauche : Pépinière de palmiers à huile dans la plantation illégale de Golden Youth, dans le district de Ketapang, dans la province de Kalimantan-ouest en Indonésie.

© FoE / Anouk van Baalen

¹⁴ <http://gebe.foei.org/good-energy-bad-energy/destructive-energy-sources/> et <http://www.foei.org/wp-content/uploads/2014/06/We-defend-the-environment-we-defend-human-rights.pdf>

¹⁵ <http://www.foeeurope.org/2030-false-solutions>

¹⁶ Par exemple, voir <https://www.theguardian.com/environment/earth-insight/2014/jul/03/world-bank-un-redd-genocide-land-carbon-grab-sengwer-kenya>

LES RÉPONSES AU PROBLÈME

03



La mine Millennium de Suncor à Fort McMurray, en Alberta, au Canada. Les sables bitumineux d'Alberta sont les plus grands dépôts du monde de ce genre de sables et leur production est la première source individuelle d'émissions de gaz à effet de serre. © Jiri Rezac / WWF UK

LA LUTTE CONTRE L'ÉNERGIE POLLUANTE

Nous ne pouvons fermer les yeux face à l'ampleur des problèmes à résoudre. Un seuil de 1,5°C demande littéralement une transformation aux dimensions planétaires. Cette transformation n'est pourtant pas hors de notre portée. Des solutions existent, et attendent d'être mises en œuvre. En outre, s'attaquer de front au problème nous offre une occasion extraordinaire de lutter contre les inégalités dans le monde, fournir un accès à l'énergie et changer notre système économique injuste, avec de nombreux avantages à la clé pour les populations et notre environnement.

Notre système énergétique actuel - la façon de produire, distribuer et consommer de l'énergie - est insoutenable et injuste, et nuit aux communautés, aux travailleurs, à l'environnement et au climat. Nous vivons dans un monde d'inégalités croissantes et insupportables, où près de 1,2 milliard de personnes - soit un cinquième de la population mondiale - n'a pas accès à l'électricité et à tous les avantages du développement que l'accès à l'énergie apporte. Et plus de 2 milliards de personnes n'ont pas accès aux combustibles non polluants pour la cuisine.¹⁷ Il s'agit fondamentalement d'une question de pouvoir : le pouvoir des transnationales, des élites au pouvoir et des intérêts prédomine celui des citoyens ordinaires et des communautés.

Les Amis de la Terre International adoptent une approche globale en matière de lutte contre l'énergie polluante. Dans notre définition de cette énergie, nous incluons non seulement le charbon, le pétrole, le gaz et le nucléaire, mais aussi la biomasse et les agrocarburants industriels, les grands barrages hydroélectriques et la valorisation énergétique de déchets par incinération. Ces sources d'énergie destructrice sont l'élément moteur du changement climatique, des nombreux problèmes sociaux et environnementaux et des conflits, y compris : l'accaparement des terres, la déforestation et la destruction des écosystèmes ; les violations des droits humains ; la pollution, les problèmes de santé et les décès prématurés ; les emplois précaires et mal rémunérés ; et la rupture et l'effondrement des économies locales.

Nous devons empêcher que les nouveaux projets d'énergie nuisible voient le jour, et abandonner progressivement les sources d'énergie destructrice. Pour ce faire, il faut s'attaquer aux règles régissant le commerce et l'investissement qui ont accordé la priorité aux besoins des transnationales par rapport à ceux des populations et de l'environnement en protégeant et imposant les intérêts du secteur de l'énergie polluante. Une transition juste est essentielle : ces changements majeurs doivent aussi se produire de façon à ce que les droits des communautés et des travailleurs exposés au changement climatique soient respectés, et que l'on réponde à leurs besoins.

17 World Energy Outlook 2014 (2014), Agence internationale de l'Énergie, www.worldenergyoutlook.org/publications/weo-2014

LES RÉPONSES AU PROBLÈME SUITE

Nous lutterons pour empêcher certains projets d'énergie polluante d'être mis en œuvre et pour arrêter les projets d'énergie polluante existants ; ces étapes sont importantes pour remettre en question et transformer en profondeur notre système énergétique actuel en faillite.

LA LUTTE CONTRE LE POUVOIR DES TRANSNATIONALES

La cause première de la crise climatique et énergétique ainsi que des inégalités provient de notre système économique en faillite, dans lequel les transnationales peuvent exercer un pouvoir démesuré en vue d'engranger des profits considérables.

Transformer nos systèmes énergétiques signifie prendre en compte les causes profondes qui permettent aux transnationales polluantes de dominer les modèles de production, de distribution et de consommation énergétiques. La mondialisation économique néolibérale actuelle nuit aux populations et à la planète, en s'opposant au changement de système que nous défendons. Les politiques économiques néolibérales ont creusé les inégalités au cours des dernières décennies, tout en appauvrissant considérablement les ressources naturelles environnementales, et en privilégiant l'approche dangereuse de l'industrie extractive, qui a conduit à l'urgence climatique à laquelle nous faisons face aujourd'hui.

Les Amis de la Terre International estiment que la véritable justice climatique est intimement liée à la remise en question du modèle économique néolibéral actuel, grâce auquel les transnationales exercent une influence démesurée sur l'élaboration des politiques. Cette influence se fait sentir du niveau local jusqu'au niveau mondial et façonne les politiques relatives à notre environnement, à la gestion des biens communs, mais aussi la manière dont les décisions qui touchent la vie de chaque individu sont prises. En général, les transnationales profitent de l'absence de réglementation à de nombreux niveaux pour continuer à maximiser leurs bénéfices en extrayant toujours plus de combustibles fossiles et de minéraux, en défrichant les forêts, ou en développant encore de grandes infrastructures comme les barrages qui ne sont pas durables et nous rapprochent des limites écologiques.

L'influence considérable des transnationales s'exerce de différentes manières : du lobbying non réglementé à un accès privilégié auprès des décideurs et parfois, en s'emparant des procédures par le biais des conflits d'intérêts, par une entreprise à taux élevé de rotation des propriétaires ou bien des partenariats publics-privés utilisés à des fins d'écoblanchiment. Dans de nombreux domaines, cette influence a permis à des transnationales puissances et à leurs lobbies de bloquer des solutions efficaces contre les problèmes mondiaux liés au changement climatique, à la production alimentaire, à la pauvreté, à l'eau ou à la déforestation, et en particulier, de freiner l'émergence de réglementations contraignantes sur ces domaines au plan mondial.¹⁸

Au niveau international, il n'y a eu, jusqu'à présent, presque aucune obligation imposée aux entreprises et investisseurs en ce qui concerne le respect de l'environnement qu'ils exploitent et des droits fondamentaux des communautés environnantes : des droits de l'Homme aux droits politiques, culturels et économiques. Les transnationales telles Shell,¹⁹ BP,²⁰ ou Vale²¹ pour n'en citer que

quelques unes, qui ont fait l'objet de poursuites devant les tribunaux ou reconnues coupables de crimes contre l'environnement ou des violations des droits de l'homme en raison de leurs activités, réussissent à se soustraire à leur responsabilité.²² La déclaration de septembre 2016 que la Cour a l'intention d'élargir son action aux crimes liés à la destruction de l'environnement, à l'exploitation illégale des ressources naturelles et à la dépossession illégale de terres, est un pas dans la bonne direction.²³ Cependant, davantage doit être fait pour tenir entièrement responsable les transnationales coupables de crimes contre l'environnement et de violations des droits humains, et donner aux victimes l'accès à la justice.

À ce jour, les communautés et les victimes de leurs violations n'ont personne vers qui se tourner pour demander justice, car il n'existe aucune règle contraignante au niveau international sur la conduite des entreprises dans leurs activités à l'étranger concernant leurs impacts sur l'environnement et les droits humains. Une demande formulée depuis longtemps par les Amis de la Terre International. Une entreprise comme Shell a pu ainsi échapper au nettoyage de la pollution que ses activités avaient provoqué dans le Delta du Niger pendant des décennies par le torchage de gaz ou les rejets d'hydrocarbures, et Vale a pu déplacer des communautés de paysans au Mozambique et au Brésil pour développer des projets miniers dangereux en toute impunité.

En même temps, les entreprises continuent de bénéficier de l'ensemble du déséquilibre dans l'ordre juridique international, selon lequel les règles applicables au commerce et à l'investissement leur permettent de faire pression sur les gouvernements désireux de régler dans l'intérêt public et de défendre les droits fondamentaux pour les communautés et l'environnement. Les investisseurs étrangers du secteur de l'énergie sont de fervents utilisateurs du mécanisme de règlement des



Pompes dans un champ de pétrole.
© G. Blomberg / Dreamstime

18 Pour plus d'informations, consultez le site : <https://corporateurope.org/>

19 <https://www.theguardian.com/global-development/2015/dec/18/dutch-appeals-court-shell-oil-spills-nigeria>

20 <https://www.ft.com/content/33780c30-6b7a-11e5-aca9-d87542bf8673>

21 http://saladeimprensa.vale.com/en/Paginas/Articles.aspx?r=Vale_informs_about_public_civil_action&s=Mining&rlD=959&slD=6

22 <http://www.foei.org/wp-content/uploads/2016/10/UN-Treaty-TNCs-submission-English.pdf>

23 <https://www.theguardian.com/global/2016/sep/15/hague-court-widens-remit-to-include-environmental-destruction-cases>; https://www.icc-cpi.int/itemsDocuments/20160915_OTP-Policy_Case-Selection_Eng.pdf (EN)

03

différends entre investisseurs et États (ISDS pour *Investor-state dispute settlement* en anglais) pour tenir les gouvernements hôtes à l'écart d'une réglementation arrêtée de manière démocratique dans l'intérêt public, lorsqu'elle va à l'encontre de leurs propres profits. Parmi des exemples célèbres, l'entreprise énergétique suédoise Vattenfall a pu exiger de l'Allemagne plus de 4,7 milliards d'euros devant un tribunal privé suite à la décision démocratique du gouvernement allemand de sortir progressivement du nucléaire, une énergie dangereuse.²⁴

Une révolution énergétique au service des populations est une part essentielle de la lutte contre le système économique des entreprises qui exploitent les personnes et la planète pour réaliser des bénéfices. Elle est également fondamentale pour résoudre la crise du changement climatique : sans combattre le système économique dans son ensemble, la révolution énergétique sera impossible.

LES FAUSSES SOLUTIONS

Les gouvernements, soutenus par les transnationales, ne cessent de recourir à un large éventail de fausses solutions pour lutter contre le changement climatique. La manière dont la crise climatique est gérée tout en ne compromettant pas les bénéfices des transnationales, les structures de pouvoir, ou le système économique qui nous a conduit au désastre actuel - et même si cela risque d'exacerber le problème en réalité - traduit cette volonté. Ces fausses solutions visent à s'assurer le concours du secteur privé dans le débat sur le changement climatique en créant des opportunités d'affaires rentables, plutôt que de réguler et d'affecter des ressources financières publiques à la lutte contre les vrais facteurs du changement climatique.

Les Amis de la Terre International s'opposent à toutes les fausses solutions pour lutter contre le changement climatique, y compris la capture et le stockage du carbone (CSC), la « Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts » (REDD), les organismes génétiquement modifiés, le commerce et la compensation de carbone. Ces solutions ne répondent pas au besoin d'un véritable changement sociétal et d'une baisse drastique des émissions, et rendent encore plus difficiles aux générations présentes et futures de réaliser ce changement. Ces méthodes sont une perte de temps qui doivent être abandonnées en faveur des solutions efficaces proposées par les populations, si nous voulons avoir une chance de rester dans les limites du budget carbone mondial et éviter ainsi un changement climatique irréversible.

Fait encore plus inquiétant, cette tendance en faveur des « fausses solutions » s'accélère. Alors même que les crises systémiques s'intensifient, les investisseurs cherchent des opportunités pour générer de nouveaux profits au risque de les aggraver. La nature est la dernière victime en date avec l'arrivée « services écosystémiques » et de la « compensation écologique », qui permet de créer de nouveaux marchés financiers.

Nous estimons que les tentatives pour sauver la biodiversité en redéfinissant la nature comme un ensemble de services fournis par les écosystèmes, ne fera qu'accroître les crises écologiques existantes.²⁵ En même temps, les pratiques traditionnelles d'utilisation des terres ont été déclarées comme inefficaces et destructrices. Les peuples autochtones et les communautés traditionnelles perdent ainsi progressivement leur accès et leur contrôle sur la nature, les forêts, les rivières et les terres qui faisaient partie intégrante de leur vie, parce que leurs précieuses ressources sont transformées en produits commercialisables par les marchés.

Les marchés du carbone

Les marchés du carbone sont une fausse solution. Ils sont imparfaits tant en termes de théorie qu'ils sous-tendent ce qui se passe dans la pratique.

Les marchés du carbone reposent à la fois sur un système d'échange, de plafonnement et de compensation. Ce système d'échange de quotas d'émission engage les gouvernements à accorder des permis aux entreprises, leur permettant ainsi de polluer dans un pays ou une région donnée jusqu'à une limite légale. Les entreprises peuvent polluer au-delà de cette limite, mais elles doivent, dans ce cas, acheter des permis supplémentaires à d'autres entreprises pour disposer de cet excédent. Ce système est extrêmement sensible aux lobbying des milieux d'affaires, les entreprises des secteurs les plus polluants ont, en effet, opposé une forte résistance aux tentatives visant à les contraindre à plafonner ou à payer leurs émissions excessives. Ainsi, les gouvernements ne parviennent pas à s'acquitter de leur responsabilité en matière de changement climatique ; et les communautés en première ligne près des industries polluantes continuent de souffrir.²⁶

Le système de compensation est encore plus problématique. Les entreprises peuvent également s'en servir pour « compenser » leur manque à réduire les émissions en finançant une supposée réduction ou « suppression » des émissions ailleurs. Il est prévu de réduire le coût de la conformité aux règlements environnementaux pour les transnationales, parce que les compensations offrent une option moins onéreuse à celle d'abandonner progressivement des modèles d'entreprises destructrices.

Le problème est que, dans de nombreux cas, la compensation accorde aux transnationales une légitimité sociale pour poursuivre leurs pratiques néfastes. Et cette situation affaiblit la résistance locale à une telle destruction. Par exemple, une entreprise énergétique européenne pourrait très bien estimer que ses activités ne posent aucun problème puisque la compensation du carbone signifie que les émissions seront réduites en plantant des arbres ailleurs. Mais, ceci peut se révéler de peu d'utilité pour les communautés en première ligne vivant près de l'entreprise, ou bien les communautés locales dépendantes des ressources naturelles vivant là où la plantation d'arbres est prévue, parce qu'elles risquent de perdre leur accès à leurs terres, à leurs forêts et/ou à leurs rivières au nom du changement climatique.

²⁴ Pour de plus amples informations sur Vattenfall AB and others v. Federal Republic of Germany (ICSID Case No. ARB/12/12), consultez le site : <http://isds.bilaterals.org/?vattenfall-ab-and-others-v-federal&lang=en>

²⁵ <http://www.foei.org/resources/publications/publications-by-subject/forests-and-biodiversity-publications/financialization-of-nature>

²⁶ <http://prospect.org/article/environmental-justice-v-cap-and-trade>

LES RÉPONSES AU PROBLÈME

SUITE

Les marchés du carbone sont utilisés depuis un certain maintenant et il est évident que ces méthodes n'ont pas permis de résoudre la crise climatique : les pays développés continuent à émettre avec peu de retenue,²⁷ et le financement du carbone est devenu une nouvelle source de capitaux pour de nombreuses transnationales, y compris pour les projets qui auraient de toute façon été lancés.²⁸ Les marchés du carbone offrent ainsi une échappatoire aux pays et aux entreprises qui pourraient autrement contribuer à réduire les émissions, ce dont nous avons besoin de toute urgence. Ils permettent de maintenir les pays riches et les pays pauvres dans des modèles économiques, à haute teneur en carbone et polluants, en les rendant toujours plus dépendants aux combustibles fossiles et aux autres sources d'énergie destructrice. Cette situation ruine nos chances d'éviter un changement climatique catastrophique, en retardant la transformation indispensable de nos économies loin de l'énergie destructrice.

La REDD

La réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts - aussi appelée REDD - repose sur une idée en apparence séduisante que les propriétaires des forêts tropicales devraient recevoir une compensation pour préserver leurs forêts au lieu de les abattre. Ce mécanisme est présenté comme un moyen pour réduire les émissions et sauver les forêts. En réalité, cependant, la REDD s'est révélé inefficace et souffre de nombreuses lacunes, encore une fois en termes de théorie et dans la pratique.

La REDD étant fondamentalement lié à la compensation carbone, il se retrouve dans l'incapacité de réduire de manière permanente les émissions. Il est absolument essentiel qu'une distinction soit faite entre le cycle géologique à long terme du carbone, où les combustibles fossiles sont piégés sous terre depuis des millénaires, et le cycle temporaire du carbone à la surface de la Terre, qui consiste à stocker le carbone dans les arbres, les plantes et les sols au cours de périodes relativement courtes. Si les crédits des projets du REDD sont utilisés comme compensation carbone, permettant ainsi de continuer à rejeter ailleurs des émissions issues de combustibles fossiles, cette distinction disparaît. (Il en est ainsi parce que le carbone du cycle en surface, et dans les arbres, sert à compenser la libération du carbone souterrain. Dans l'ensemble, ce mécanisme permet à la quantité totale de carbone circulant au dessus du sol d'être augmenté.)

La REDD présente aussi d'autres problèmes méthodologiques, ce qui signifie qu'il reste une option risquée. Il n'aborde pas non plus la nécessité de réduire la demande et la surconsommation d'aliments, de bois et des produits miniers produits à la place ou extraits des forêts. Par conséquent, la déforestation risque de se poursuivre dans les zones où La REDD n'est pas mis en place.²⁹

Mais les problèmes ne s'arrêtent pas là. La REDD aggrave le manque de fermeté dans l'application des lois, la corruption et les conflits fonciers. Il ne fait pas de distinction entre les forêts riches en biodiversité et les monocultures. Pire encore, il mène à l'accaparement des forêts et des ressources dont dépendent des communautés. Par exemple, dans les zones forestières où les projets du REDD sont mis en place, il est courant qu'il soit interdit aux membres des communautés d'abattre un arbre pour construire une pirogue ou une maison ou d'y chasser et pêcher. Parfois, il leur

est même interdit de cueillir des produits de la forêt comme les plantes médicinales, les fruits et d'autres aliments. Les contrats du REDD (qui peuvent durer plusieurs décennies) comportent de nombreuses exigences particulièrement strictes, lesquelles ont des incidences sur les communautés.³⁰ Et toute personne qui ose se livrer à ces activités, s'expose à la persécution de la police ou des agents de sécurité privés travaillant pour le projet du REDD.³¹ La REDD est, par conséquent, incontestablement une fausse solution à la crise climatique.

L'intensification durable et l'agriculture intelligente face au climat

« **L'intensification durable** » est présentée comme une méthode pour augmenter la production alimentaire tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Un des fondements de l'intensification durable est qu'en améliorant les rendements des cultures sur les terres agricoles actuelles, il sera possible de protéger les habitats naturels et les forêts restants en mettant un terme à l'expansion de l'agriculture. Elle défend pourtant ainsi les méthodes industrielles classiques comme les OGM, et l'utilisation intelligente d'engrais et de produits chimiques.³² L'intensification durable reste donc un mécanisme intensif et polluant : elle conduit inexorablement à un changement climatique et à la destruction environnementale en raison de sa dépendance aux combustibles fossiles et aux produits chimiques, et mènera au défrichement des forêts et à la destruction des sols. Si l'intensification durable poursuit son développement, il est probable que l'agriculture industrielle continuera à déplacer les petits producteurs alimentaires et à détruire leurs méthodes de production alimentaire.

L'agriculture intelligente face au climat (AIC) est un concept similaire de plus en plus utilisé par les gouvernements, les institutions internationales et les transnationales pour faire référence à une agriculture qui aurait en théorie moins d'impact sur le changement climatique. Mais ce concept, au nom trompeur, ignore délibérément le fait que le système agroalimentaire industriel est un des principaux facteurs du changement climatique, et ne permet pas de le remettre en question. Il ne permet pas de se demander si nous avons réellement besoin d'augmenter la production alimentaire, ou de changer notre modèle de production alimentaire.

En même temps, l'AIC a fait l'objet d'une définition volontairement vague de sorte que les entreprises peuvent s'en servir comme un outil marketing pour rebaptiser et valider l'agriculture industrielle. Il ne parvient pas à supprimer les méthodes de production agricole et alimentaire inéquitables et nuisibles telles que la modification génétique et l'utilisation d'engrais de synthèse.³³ Et même si l'élevage industriel est un des plus gros contributeurs aux émissions nocives pour le climat, l'insécurité alimentaire, la perte de la biodiversité et la pollution à l'échelle mondiale, l'agriculture intelligente face au

²⁷ <https://www.theguardian.com/environment/blog/2012/nov/26/kyoto-protocol-carbon-emissions>
²⁸ <https://www.ft.com/content/dcdefef6-f350-11db-9845-000b5df10621>

²⁹ <http://www.foei.org/resources/publications/publications-by-subject/forests-and-biodiversity-publications/the-great-redd-gamble-2>

³⁰ <http://www.foei.org/wp-content/uploads/2014/10/Traps-and-Dangers-of-REDD-and-other-Forest-Conservation-Projects.pdf>

³¹ WRM, 10 things communities should know about REDD booklet http://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2013/01/10AlertsREDD-eng_intro.pdf

³² <http://www.foei.org/wp-content/uploads/2013/12/Wolf-in-Sheeps-Clothing-for-web.pdf>

³³ Pour plus d'informations, consultez le site : <http://www.foei.org/wp-content/uploads/2015/11/Agroecology-and-climate-justice-EN.pdf>

03

climat favorise l'intensification durable de l'élevage, en augmentant davantage les systèmes d'élevage et les rendements en vue de réduire les émissions par unité de viande produite.

En fait, l'AIC s'annonce comme un nouvel espace promotionnel dans le secteur agricole pour les pires délinquants sociaux et environnementaux de la planète. Les entreprises comme Syngenta (semences génétiquement modifiées), Kellogg's, McDonald's, Walmart et Yara (le plus important fabricant d'engrais au monde), sont tous au tableau de l'« intelligente face au climat ». Nous y retrouvons aussi l'*International Fertilizer Industry Association* (IFA) et la *Global Biotechnology Transfer Foundation*.³⁴

Par ailleurs, les mécanismes de compensation carbone sont considérés comme des moyens acceptables pour financer l'agriculture intelligente face au climat, alors même qu'ils dépendent du carbone absorbés par les sols (un phénomène qui est seulement temporaire) et risquent d'augmenter l'accapement des terres des petits exploitants agricoles, en particulier dans les pays du Sud. Les Amis de la Terre International considèrent que l'agriculture intelligente face au climat appartient aux fausses solutions.



Torchère de gaz dans le delta du Niger.
© E. Gilligan / FoE EWNI

LE « ZÉRO NET »

Les termes « zéro net » et « émissions négatives » sont fausement intéressants dans un monde où des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique sont une priorité absolue. Ils ne peuvent pas réaliser ce qu'ils semblent promettre, et auront des conséquences environnementales et sociales néfastes. Ils pourraient donc primer sur la tâche cruciale de réduire les émissions des combustibles fossiles à la source.

Les émissions négatives - la suppression des gaz à effet de serre (GES) de l'atmosphère - sont supposées être réalisées par :

- La séquestration du carbone dans des puits terrestres par le biais de la restauration des forêts et du reboisement ; ce qui, en pratique, risque de multiplier les méthodes nuisibles sur le plan environnemental et social comme la monoculture d'arbres, ou
- Les techniques de géo-ingénierie comme la « bioénergie avec capture et stockage du carbone » (*acronyme anglais BECCS*). Une méthode risquée et non éprouvée qui consiste à brûler de la biomasse pour produire de l'électricité, et capturer ensuite le carbone pour le rejeter dans des réservoirs géologiques souterrains. Cette méthode entraînera un accapement massif des terres afin de fournir la biomasse nécessaire.³⁵

L'Accord de Paris ouvre potentiellement la porte aux technologies à émissions négatives en cherchant à « parvenir à un équilibre entre les émissions anthropiques par leurs sources et l'absorption par leurs puits de tous les gaz à effet de serre dans la seconde moitié de ce siècle ».

L'accent mis sur les émissions nettes est une grave menace pour notre travail sur la fin de l'énergie polluante, parce qu'il légitime le développement continu des combustibles fossiles et l'idée qu'une transition du charbon au gaz est préférable. En outre, il conduira à une ruée vers l'accapement des terres dans le monde entier, ce qui relèguera au second plan les effets environnementaux et sociaux des agrocarburants. Certaines estimations suggèrent que les changements d'affectation des sols devraient fournir 4 fois la surface des terres utilisées actuellement pour la production alimentaire mondiale afin de stabiliser les températures.³⁶ Et les estimations des coûts de l'élimination des émissions de gaz à effet de serre s'avèrent vertigineux : de 104 mille milliards de dollars à 570 mille milliards de dollars.³⁷



Cheminée dans une raffinerie de pétrole.
© S. Che'lah / Dreamstime

³⁴ <http://www.foei.org/wp-content/uploads/2015/11/Agroecology-and-climate-justice-EN.pdf>

³⁵ <http://www.biofuelwatch.org.uk/2015/beccs-report/>

³⁶ 1.5 billion hectares used for crop production globally. Many scenarios in the IPCC AR5 report assume massive amounts of BECCS for negative emissions. While most estimates stay under 2 billion hectares, one is at over 3bn, and the most extreme (outlier) estimate goes for 6bn, which would be 4x the amount of land used for crops.
http://www.actionaid.org/sites/files/actionaid/caught_in_the_net_actionaid.pdf IPCC (2014) Fifth Assessment Report, Working Group III, Chapter 6, pg 446

http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg3/ipcc_wg3_ar5_chapter6.pdf

³⁷ <https://app.box.com/s/t050csk2z20iqk9u14vnlz3i15dh5i0>;
<https://www.theguardian.com/environment/2016/oct/03/global-temperature-climate-change-highest-115000-years>

SOLUTIONS ET
RECOMMANDATIONS

04



Ferme éolienne surplombant l'océan à Cape Jervis en Australie du Sud.
© B. Goode / Dreamstime

Les problèmes peuvent sembler insolubles, en particulier compte tenu de leur échelle, mais ils ne le sont pas. De nombreuses solutions déjà éprouvées existent. Le dilemme est plutôt comment accomplir la transition en abandonnant les anciens modèles maintenus en place par ceux qui les contrôlent et en tirant des profits. Nous avons besoin de changer la vision politique, d'avoir une nouvelle volonté politique qui réponde aux demandes des populations pour une transformation, et privilégie l'introduction de solutions véritables et efficaces à l'échelle et au rythme nécessaires.

Nous devons créer des mouvements de femmes et d'hommes pour remettre en question le système économique dominant et appeler à une transformation.

Un processus visant à élaborer des alternatives bien conçues à l'actuel système économique dominant sous-tend l'ensemble des efforts des Amis de la Terre International en vue de créer un programme complet de mesures axé sur une transformation réelle et un changement de système.

UNE NOUVELLE VISION DE LA BONNE ÉNERGIE

Notre vision est celle d'un système énergétique juste, durable et sûr pour le climat reposant sur le principe de la souveraineté énergétique, qui fournit un accès à l'énergie pour tous en tant que droit humain fondamental.

Nous avons besoin d'énergie, le combustible comme l'électricité, pour cuire nos aliments, pour avoir des maisons et des lieux de travail habitables dans des endroits où il fait chaud ou froid, pour garantir à tous un accès aux services les plus élémentaires comme la santé et l'éducation, pour communiquer et se déplacer. Les Amis de la Terre International estiment qu'il est possible de construire un système énergétique collectif, juste, durable et sans répercussions pour le climat, qui garantisse à tous le droit fondamental de l'accès à l'énergie tout en respectant les droits et les différents modes de vie des communautés du monde entier. Pour y parvenir, nous avons besoin de contester le pouvoir des transnationales et d'exercer un véritable contrôle démocratique sur les décisions de nos gouvernements en matière d'énergie. Nous avons besoin d'une Révolution énergétique.

Pour ce faire, il sera nécessaire d'investir dans une énergie pour tous adaptée aux besoins locaux, sûre pour le climat, abordable et à faible impact. Nous devons réduire notre dépendance à l'énergie et au gaspillage énergétique, et plus précisément, mettre fin à la surconsommation de l'énergie dans les pays développés, tout en garantissant l'autosuffisance énergétique afin que tous puissent subvenir à ses besoins et mener une vie digne.

Nous avons également besoin d'assurer une transition énergétique juste, qui profite à tous, et comprend une aide et un soutien aux travailleurs touchés et leur famille, en plus d'un environnement de

travail sûr et juste pour ceux qui travaillent dans la filière des énergies renouvelables. Par ailleurs, nous devons permettre le partage, le transfert, le développement et l'adaptation locale des technologies énergétiques à faible impact.

Notre vision est guidée par un concept appelé « souveraineté énergétique ». Ce concept désigne le droit des personnes à avoir accès à l'énergie, de choisir des sources d'énergie durable et des modes de consommation durables qui les mèneront vers des sociétés durables.

Les principes suivants définissent ce que nous considérons comme de bons modèles énergétiques : Ils devraient :

- fournir une énergie accessible à tous comme droit humain fondamental ;
- être sous contrôle démocratique direct et guidés par l'intérêt général en fonction des technologies adaptées au plan local ;
- garantir les droits des travailleurs du secteur énergétique, et leur influence sur la façon dont leurs lieux de travail fonctionnent ;
- être aussi petits et décentralisés que possible, et adaptés ;
- réduire la consommation énergétique et le gaspillage ;
- accorder, le cas échéant, la priorité à l'efficacité énergétique ;
- garantir les droits des communautés à un consentement libre, préalable et éclairé, en évitant d'autres violations des droits humains comme l'accapement des terres.³⁸

L'AGRO-ÉCOLOGIE

Le monde dans sa grande majorité est nourri par l'agriculture agro-écologique à petite échelle, qui est véritablement respectueuse du climat. L'agro-écologie place le contrôle des semences, de la biodiversité, des terres et des territoires, des eaux, la connaissance, la culture et le patrimoine commun entre les mains des hommes et des femmes qui nourrissent le monde.

Protéger, investir et développer l'agriculture agro-écologique à petite échelle et la souveraineté alimentaire sont essentiels si nous voulons réduire les émissions émises par l'agriculture et faire en sorte que l'approvisionnement alimentaire soit sûr, culturellement approprié, nutritif et durable pour la population mondiale.

L'agro-écologie est une association puissante entre la science et les connaissances traditionnelles, les pratiques agricoles dynamiques, un système socioéconomique alternatif et un mouvement politique, lequel associe les pratiques agricoles traditionnelles et les principes écologiques en plus de proposer une grande richesse d'alternatives à l'agriculture industrielle destructrice.

Elle protège les sols, les semences et les territoires en mettant fin à la dépendance des paysans aux intrants lourds en émissions (comme les combustibles fossiles et les fertilisants), et en renforçant la résistance au changement climatique. La promotion de l'agro-écologie pour les petits exploitants apportera une vraie solution aux défis du

changement climatique en améliorant les moyens de subsistance des populations rurales et en éradiquant la faim. Par exemple, les résultats d'une recherche approfondie sur 286 projets agro-écologiques dans 57 pays en développement, ont montré que de telles pratiques avaient amélioré la productivité des terres pour 12,6 millions de fermes, avec une augmentation moyenne des rendements des récoltes de 79%, tout en renforçant l'approvisionnement des fonctions environnementales essentielles (gestion efficace de l'eau, séquestration du carbone et baisse importante de l'utilisation des pesticides).³⁹

Arrêter la production de l'élevage industriel tout en réduisant la consommation de viande dans le régime alimentaire des gens, en particulier en Occident - conformément aux recommandations sanitaires -, contribuerait aussi à la lutte contre le changement climatique.

LA GESTION COMMUNAUTAIRE DES FORÊTS

Les communautés possèdent une somme importante de connaissances sur leurs forêts comme sur les ressources forestières, et la gestion communautaire des forêts (GCF) offre une véritable solution pour protéger les forêts du monde entier. Cette solution est profitable à tous, parce qu'elle fournit aux communautés les ressources dont elles ont besoin pour leur vie et leurs moyens de subsistance.

La GCF permet aux peuples et aux communautés de bénéficier des avantages des forêts et des terres sans épuiser les ressources naturelles ou nuire au climat. Le terme « gestion communautaire des forêts » englobe de nombreuses pratiques de gestion des ressources communales utilisées par les peuples autochtones et les communautés locales tributaires de la forêt dans le monde entier. La GCF est une alternative aux pratiques industrielles d'exploitation forestière, qui ont détruit des forêts et conduit à de graves injustices sociales.

La gestion communautaire des forêts propose une solution gagnante contre la perte de la biodiversité et le changement climatique. Elle pourrait profiter à près de 1,6 milliard de personnes tributaires des ressources forestières pour leurs moyens de subsistance.⁴⁰ Les forêts ne font pas que réguler les conditions climatiques locales et le climat, en plus d'aider à l'atténuation du changement climatique en séquestrant le dioxyde de carbone, elles fournissent aussi aux peuples autochtones et aux communautés locales presque toutes les ressources dont ils ont besoin, notamment du bois, des combustibles, un abri, la biodiversité, des graines, du miel, des fruits, des remèdes et de l'eau. Elles répondent aussi aux besoins spirituels et culturels.⁴¹

En outre, la GCF est un outil essentiel dans l'effort de réalisation de l'objectif fixé au plan international qui vise à mettre un terme à la déforestation d'ici 2020.⁴² Toutefois, les communautés n'assurent actuellement la gestion de seulement 8% des forêts mondiales.⁴³ Pour atteindre l'objectif de 2020, il est nécessaire que davantage de forêts du monde soit confié officiellement aux soins des communautés et des peuples autochtones.

³⁸ <http://gebe.foei.org/good-energy-bad-energy/vision-for-a-just-sustainable-climate-safe-energy-system/>

³⁹ https://www.researchgate.net/publication/7206194_Resource-Conserving_Agriculture_Increases_Yields_in_Developing_Countries

⁴⁰ Food and Agriculture Organization of the United Nations, 2015. <http://www.fao.org/forestry/livelihoods/en/>

⁴¹ Baltodano, J., Paz L., Wormworth, J. 2007. Community-based forest governance: from resistance to proposals for sustainable use, Friends of the Earth International. <http://www.foei.org/wpcontent/uploads/2014/07/community-based-forest-governance.pdf>

SOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS SUITE

LA JUSTICE ÉCONOMIQUE

Nous avons besoin de changer l'ordre économique mondial pour accomplir un véritable changement de système qui place la planète et les personnes au premier rang. Pour ce faire, il faut changer les règles régissant le commerce et l'investissement, qui font obstacle à notre transition pour un système énergétique juste, durable et sans répercussions pour le climat. Nous avons besoin de nouveaux objectifs économiques qui privilégient une utilisation équitable et durable des ressources limitées, qui renforcent les économies régionales et locales ainsi que le contrôle des populations sur les ressources locales.

Les gouvernements doivent être libres de contrôler les exportations, les importations et les flux d'investissement afin de réduire les émissions de carbone et de privilégier les technologies et les économies à faible intensité en carbone.

La réponse au défi climatique et l'orientation vers des économies durables impliqueront également :

- Un cadre complètement nouveau pour les règles de la propriété intellectuelle qui encourage le développement et le partage des technologies de l'énergie renouvelable à faible impact, en plus des connaissances et des technologies vertes locales.
- Un soutien aux partenariats équitables de commerce Sud-Sud entre les pays du Sud (« commerce Sud-Sud »), qui contribuera au développement durable et à l'intégration régionale.
- La défense des liens directs entre les producteurs et les consommateurs qui accorde la priorité au commerce régional et local.
- Une aide au développement des marchés locaux durables.

Nous, les Amis de la Terre International, nous estimons qu'un système juste au plan économique implique une culture de responsabilité pour l'ensemble des entreprises. C'est pourquoi, depuis de nombreuses années, nous avons été de fervents défenseurs d'un traité international contraignant - actuellement en discussion au Conseil des droits de l'homme des Nations unies - pour que les sociétés transnationales (STN) rendent des comptes sur les violations des droits humains et environnementaux, peu importe où elles opèrent dans le monde. Une réglementation contraignante sur les droits de l'homme et l'environnement devrait éventuellement s'appliquer à toutes les entreprises aux niveaux local, national et international.

Après des décennies de lutte et de résistance - des Amis de la Terre International, de nos alliés et des communautés impactées dans le monde entier -, l'idée de tenir légalement responsable les transnationales de leurs crimes, peu importe où ils sont perpétrés, est enfin en train de devenir une réalité. La perspective d'un nouveau traité relatif aux droits humains régissant les sociétés transnationales (STN) et d'autres entreprises est désormais soutenue par des centaines d'organisations, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDHNU) et différents gouvernements.

FINANCER LA TRANSFORMATION

Il est fondamental que les pays en développement reçoivent un financement climatique adéquat pour s'adapter aux impacts du changement climatique tout en répondant aux besoins urgents de développement. Il est également essentiel que l'argent soit mis à disposition pour compenser les pertes et dommages causés par le changement climatique qui ne peuvent maintenant être évités. Les pays en développement doivent également recevoir un financement, un transfert de technologie et un renforcement des capacités en vue de l'atténuation. Ce financement correspond au remboursement de la dette climatique des pays développés riches, qui ont le plus contribué au problème du changement climatique et disposent des plus grandes ressources disponibles pour y faire face.

L'octroi d'un financement pour le climat devrait être obligatoire et provenir des sources publiques, stables et prévisibles des pays développés. Ce nouveau fonds doit être complémentaire de l'aide publique au développement (APD). Il doit être suffisant au regard du remboursement de la dette climatique et répondre aux besoins d'atténuation, d'adaptation et des pertes et dommages des pays du Sud ; il ne doit pas, cependant, être financé par les ajustements fiscaux aux frontières sur les produits importés des pays du Sud, ou violer les accords existants dans le cadre de la CCNUCC. Les recettes fiscales et les politiques nationales qui visent à financer la lutte contre le changement climatique dans les pays débiteurs ne doivent pas peser injustement sur les foyers les plus pauvres. Les sources envisageables comprennent : la réorientation des dépenses militaires ou la taxe sur les transactions financières (TTF).

Le financement climatique ne devrait pas être octroyé par l'intermédiaire ou en soutien des mécanismes de compensation ou d'institutions et d'organismes du secteur privé qui financent et/ou profitent de la promotion des fausses solutions. Il s'agit notamment de la Banque mondiale, des institutions financières régionales, et des organismes publics et privés ayant un piètre parcours environnemental et social et des structures de gouvernance non démocratiques.

Pour les Amis de la Terre International, le financement climatique ne doit pas être utilisé pour aider à l'acquisition privée des droits de propriété intellectuelle en matière de technologies et savoir-faire climatiques ; toute disposition dans les accords de libre-échange et d'investissement qui interfère dans la mise en place des structures adéquates de gouvernance, ou aide les transnationales engagées dans des fausses solutions, devra également être démantelée.

Les Amis de la Terre international estiment que le financement offert par le Fonds vert pour le climat (ou tout autre financement public pour le climat) ne doit pas servir à l'énergie polluante ou aux mauvaises solutions.

42 SDKP (2015). Target 15.2, Sustainable Development Knowledge Platform. <https://sustainabledevelopment.un.org/topics>

43 Porter-Bolland, L., Ellis, E., Guariguata, M., Ruiz-Mallén, I., Negrete-Yankelevich, S., Reyes-García, V. 2012. 'Community managed forests and forest protected areas: An assessment of their conservation effectiveness across the tropics', Forest ecology and management. Vol:6-17. www.cifor.org/publications/pdf_files/articles/AGuariguata1101.pdf

CONCLUSION : NOUS DEVONS CHANGER LE SYSTÈME

05



Peuple. Pouvoir. Action.
Manifestations D12 à Paris.
© Ronnie Hall / Critical
Information Collective

La crise climatique est un énorme problème en soi. Mais elle est aussi symptomatique de la défaillance complète du système économique dominant actuel.

Nous pouvons relever le défi climatique : à condition que nous prenions au plus vite des mesures concrètes pour nous attaquer aux causes du changement climatique, notamment en transformant les méthodes actuelles de production et de consommation injustes et non durables, et les structures de prises de décision non démocratiques.

Des solutions équitables et réalisables existent déjà. Elles comprennent :

- l'accès universel à une énergie propre gérée par les communautés et contrôlée démocratiquement.
- un système alimentaire juste et respectueux du climat, qui intègre les principes de l'agro-écologie.
- la gestion communautaire de nos systèmes naturels, de nos forêts et la fin de la déforestation.
- des sociétés durables où chacun a accès aux ressources dont il a besoin pour vivre dans la dignité, et où la richesse et les ressources ne sont pas concentrées entre les mains de quelques uns.

- La fin du néolibéralisme, en remplaçant le système de surconsommation non durable des transnationales et des élites mondiales par un système économique qui soit équitable et responsable devant les gens et non pas devant les entreprises.

Les Amis de la Terre International revendiquent une approche qui soit fondée sur un changement de système pour résoudre la crise climatique. La gravité de la crise climatique et la nécessité d'y remédier d'une manière équitable et juste montrent que nous avons besoin d'une révolution, non seulement de nos systèmes alimentaires et énergétiques, mais aussi de nos systèmes financiers et économiques, et en incluant tous les secteurs de notre économie.

Nous devons continuer la création d'un mouvement de femmes et d'hommes pour remettre en question l'énergie polluante, le changement climatique et les fausses solutions en nous battant pour un changement de système. Nous devons nous mobiliser ensemble pour triompher du pouvoir des transnationales et transformer le système économique sous-jacent.



Dessus : La montée du niveau de la mer provoque de fréquentes inondations au Bangladesh, un pays situé en basse altitude.
© G. M. B. Akash

À droite : La mine de charbon à ciel ouvert de Garzweiler II, en Allemagne.
© Bert Kaufmann / Critical Information Collective





Dessus gauche : Une femme ramène du bois sur une terre désertifiée en Inde. La destruction des forêts provoque la désertification, exacerbe le changement climatique et ajoute encore aux lourdes tâches incombant aux femmes dans beaucoup de pays.
© Prakash Hatvalne, prakashhatvalne@yahoo.com

Dessus : Manifestant anti-REDD.
© Orin Langelle / CIC

À gauche : Défrichage de la terre et creusement de canaux de drainage à travers les tourbières dans la plantation de Bunitama, sur la concession de Ladang Sawit Mas en Indonésie.
© Jason Taylor



À gauche : Vienne : Changer le système, pas le climat !
© Mitja Kobal

À droite : Un groupe mapuche manifeste contre la fracturation hydraulique devant un puits traditionnel appartenant à Apache, en Argentine.
© Observatorio Petrolero Sur

LA DÉCENNIE ZÉRO

les amis de la terre international
OCTOBRE | 2016

LES AMIS DE LA TERRE DANS LE MONDE



Afrique

Cameroun
Ghana
Liberia
Mali
Maurice
Mozambique
Nigeria
Sierra Leone
Afrique du Sud
Swaziland
Tanzanie
Togo
Tunisie
Ouganda

Asie-Pacifique

Australie
Bangladesh
Indonésie
Japon
Malaisie
Népal
Nouvelle-Zélande
Palestine
Papouasie-Nouvelle
Guinée
Philippines
Corée du Sud
Sri Lanka
Timor oriental

Europe

Autriche
Belgique (*Flandre*)
Belgique (*Wallonie
et Bruxelles*)
Bosnie et
Herzégovine
Bulgarie
Croatie
Chypre
République tchèque
Danemark
Angleterre, Galles
et Irlande du Nord
Estonie
Finlande
France
Géorgie
Allemagne

Hongrie
Irlande
Lettonie
Lituanie
Luxembourg
Macédoine
(*ex République
yougoslave de*)
Malte
Pays-Bas
Norvège
Pologne
Écosse
Slovaquie
Espagne
Suède
Suisse
Ukraine
Les Jeunes Amis
de la Terre Europe

Amérique latine et Caraïbes

Argentine
Brésil
Chili
Colombie
Costa Rica
Curaçao (*Antilles*)
El Salvador
Grenade (*Antilles*)
Guatemala
Haïti
Honduras
Mexique
Paraguay
Uruguay

Amérique du Nord

Canada
États-Unis

Russie

Russie

www.foei.org/fr

mobiliser résister transformer

Les Amis de la Terre International
Secrétariat
P.O.Box 19199, 1000 GD Amsterdam
les Pays-Bas

Téléphone : +31 (0)20 6221369 Fax : +31 20 639 2181
info@foei.org twitter.com/FoEint
facebook.com/foeint

